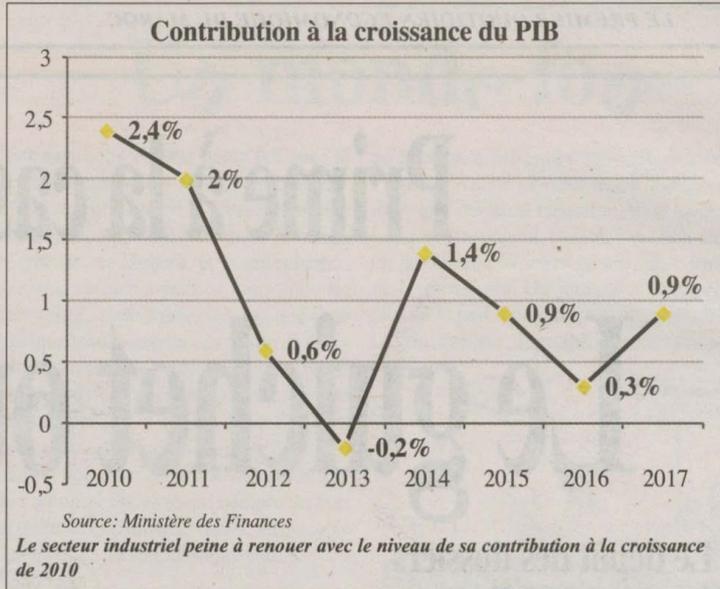


Industrie: Des avancées

• Recul de la part dans l'économie et faible contribution à la croissance

• Avec 1,1 million d'emplois, le secteur atteint 57% de l'objectif de 2020

DES avancées mais beaucoup de chemin reste à faire. Le secteur de l'industrie manufacturière affiche certes quelques performances, mais ce n'est pas encore la vitesse de croisière. Sur la période 2008-2017, sa contribution à l'ensemble des valeurs ajoutées s'est établie à 17,5% (aux prix courants) et plus de 60% à celles des activités secondaires. Mais la croissance de cette valeur ajoutée stagne aux alentours de 2,2% depuis 2015 et la contribution à la croissance du PIB reste limitée à moins de 1%. (Voir infographie ci-contre).



En revanche, le taux d'exportation a gagné plus de 10 points de croissance sur la dernière décennie, passant de 26% en

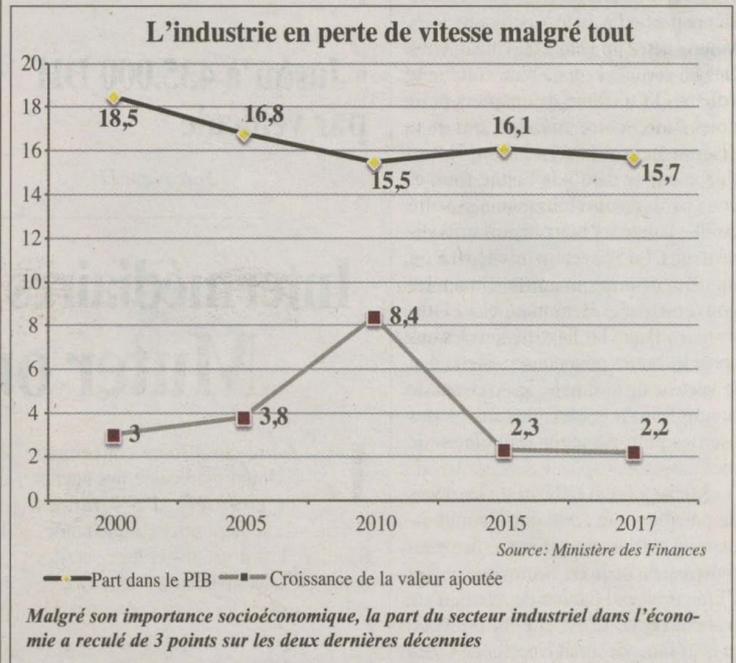
2010 à 36% actuellement. C'est bien évidemment l'effet automobile. Malgré un taux d'intégration en dessous de 50%. Officiellement il devrait être porté, à terme, à 60% selon la dernière convention passée avec le constructeur de référence.

partement de l'Agriculture, l'Office des changes et le ministère de l'Artisanat et de l'Economie sociale. Car, les branches examinées demeurent l'industrie alimentaire, le textile et cuir, la chimie parachimie et la mécanique-métallurgie-électricité.

La performance la plus remarquable tient à l'emploi: 1,1 million de personnes en 2016, soit 10,4% de la population active occupée. Entre 2014 (date de lancement du Plan d'accélération industrielle (PAI)) et 2017 le secteur a créé un total de 288.126 postes, selon le département de l'Industrie, ce qui représente 57% de l'objectif d'emplois escomptés à l'horizon 2020.

Par branche d'activité, l'automobile a créé le plus d'emplois, avec 29% du total (soit près de 84.000 emplois). L'agroalimentaire et le textile-habillement en ont créé 16% et 13% respectivement. En revanche, la contribution des branches mécanique-métallurgie et l'aéronautique s'est située à 6% et à 3% respectivement.

Sur la même période, les investissements directs étrangers (IDE) ciblant l'industrie ont totalisé plus de 13 milliards de DH, en progression de +1,7 milliard de



Il n'empêche que le secteur manufacturier performe sur certains registres. La dernière livraison de la Direction des études et des prévisions financières en dresse un bilan exhaustif. Publiée sous forme de tableau de bord des divers secteurs-clés de l'économie, la Direction du ministère des Finances accompagne ses analyses par des données chiffrées. Pour ce qui est du secteur industriel, elle se réfère à diverses sources, notamment le ministère de l'Industrie, le HCP, le dé-

DH, par rapport à la période 2010-2013. En ce qui concerne l'export, le secteur industriel a réalisé un chiffre d'affaires dépassant les 149 milliards de DH, en progression annuelle moyenne de 10,3% sur la période 2014-2017. Grâce à la transformation industrielle enclenchée durant la dernière décennie, la part des exportations à contenu technologique élevé et moyennement élevé a gagné 15 points par rapport à 2007. S'érigeant en l'un des piliers importants du secteur

et des ratés

industriel, la branche automobile a vu son chiffre d'affaires à l'export afficher une hausse soutenue sur les 5 dernières années pour se situer à 58,5 milliards de DH l'année passée.

Avec un volume de production atteignant 376.286 véhicules, le Maroc occupe, pour la cinquième année consécutive, la deuxième place en Afrique après l'Afrique du Sud. Le positionnement régional et international du pays devrait être renforcé avec l'entrée en production de l'usine PSA à partir de cette année. Celle-ci table sur une production initiale de 100.000 véhicules avant d'atteindre, à terme, 200.000 véhicules. Avec dès le départ un taux d'intégration de 60% qui sera porté par la suite à 80%. C'est dire l'importance de la valeur ajoutée à créer sur place.

Quant à la branche aéronautique, celle-ci occupe la 4e place en termes des exportations en valeur. Son chiffre d'affaires à

l'export enregistre une croissance à deux chiffres. Les branches industrielles traditionnelles ont connu, à leur tour, des progressions significatives. Le textile et cuir maintient malgré tout le cap et occupe le 2e rang en tant qu'activité exportatrice: 37,4 milliards de DH. Celui de l'alimentaire lui emboîte le pas avec un total export de 32 milliards de DH.

Par ailleurs, le secteur de l'offshoring, qui est considéré par la stratégie industrielle comme l'un des métiers mondiaux, a connu à son tour une progression soutenue de ses exportations, estimée à 8% en moyenne sur la période 2009-2017. Cette dynamique des recettes à l'export a été accompagnée d'une création soutenue des emplois. Au total, 63.000

emplois ont été recensés en 2017. En somme, ces secteurs qui jouent un rôle socioéconomique important sont appelés à se repositionner pour mieux capter les opportunités offertes. Ils gagneraient beaucoup en s'investissant davantage dans des créneaux à forte valeur ajoutée. □

A.G.

Plan routier: 5.500 km de voies classées en 2035

LE secteur du transport contribue à hauteur de 4% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 7% à celles relatives aux activités tertiaires entre 2008 et 2017. Ce secteur emploie près de 500.000 personnes soit 4,6% de la population active occupée, dont 6,8% dans le milieu urbain.

Eu égard à l'importance des transports dans la chaîne logistique, le Maroc a multiplié les efforts pour consolider l'ossature globale du réseau national par la réalisation des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, maritimes et aéroportuaires qui s'inscrivent dans le cadre d'une vision globale et de long terme.

Des investissements colossaux ont été réalisés pour interconnecter les quatre coins du Royaume dans le but de fluidifier la circulation des marchandises et des passagers, ainsi que pour bien tirer profit de la situation géostratégique du pays. En effet, ces investissements constituent un levier d'amélioration de la logistique du Maroc. Le plan routier vise, à l'horizon 2035, la construction de 5.500 km de routes classées qui s'ajouteront à un linéaire de 59.000 km existant actuellement. S'ajoutent également l'extension de routes rurales et l'amélioration du niveau des services du réseau. Environ 30.000 km de routes rurales seront réalisées d'ici 2035. □